L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

(Bureaux—No. 73 rue de Chartres.)

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN 20 AVRIL.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Arrivée du Vapeur Américain à Plymouth.

Plymouth, 20.—Le vapeur français Amérique a été remorqué hier dans ce port par les steamers Spray de New-York pour Gibraltar et par le steamer Barry de Panama

Le capitaine du Spray rapporte qu'il a rencontré le vapeur Amérique le 15 du courant, par 47,40 de latitude, courant en dérive. On l'a trouvé abandonné, avec 6 ou 8 pieds d'eau dans la case de la machine, et la fournaise noyée. Les autres compartiments du steamer étaient à sec ; ses matériaux et le gouvernail étaient intacts.

Le Spray le prit immédiatement à sa remorque, et fut ensuite aidé par le steamer P. R. Barry. Les pompes de l'Amérique furent mises en opération et quand le vapeur est arrivé à Plymouth, hier, l'eau dans la case à la machine avait gagné seulement deux pieds. On pompe toujours.

Les chronomètres du navire et le bagage laissé par les passagers ont été sauvés, et l'on croit qu'une grande partie de la cargaison, sinon le tout, sera sauvée ici.

Politique.

Plymouth, 20.—Le vapeur Amérique est maintenant vide à sec. Quand il a été remonté par le Spray, sa cargaison avait été déplacée, et roulait affreusement, mais elle fut bientôt consolidée.

Détails sur le vapeur Amérique.

Londres, 19.—Le capt. Roussan, du vapeur Amérique, dans son rapport officiel relatif au sinistre, dit que le vapeur avait éprouvé une voie d'eau sous le coup de vent du 13 avril. En dépit de tous les efforts l'eau continua à gagner et éteignit tous les feux de la fournaise l'un après l'autre. Le lendemain, quand le danger de couler bas devint éminent, une consultation d'officiers eut lieu et l'abandon immédiat du navire fut décidé.

Rapport du capitaine Roussan.

New-York, 19 avril.—Le correspondant du *N. Y. Herald* lui adresse de Brest le rapport officiel du capitaine Roussan. Il confirme les télégrammes de Paris. La compagnie a refusé de rembourser à leurs devoirs respectifs officiels ; que Kellogg et Antoine, par l'intervention non autorisée et illégale des autorités fédérales, civiles et militaires, se sont emparé de la possession paisible et légale des bureaux du gouverneur et lieutenant-gouverneur est levé de manière qu'ils puissent sans difficulté remplir leurs places ainsi que les hommes qui ont été élus à l'assemblée générale sur la même liste.

M. Boyd, du Maine, dit que c'est le plus important sujet qui ait été soumis jusqu'ici au Sénat des Etats-Unis. Le gouvernement des Etats-Unis s'appuye sur les Etats et sur eux seuls. Ils furent le fondement de tout le système du gouvernement des Etats-Unis. Il n'y a jamais eu un droit de sécession, mais il a toujours pensé que les Etats avaient formé une confédération d'où ils ne pouvaient se retirer à cause de la situation des affaires dans le Sud.

La Louisiane est ici aujourd'hui ; l'Arkansas y sera demain, et dans un temps peu éloigné la Caroline du Sud et d'autres. Les Etats du Sud sous leurs gouvernements actuels tomberont dans une situation quasi-anarchique. En émancipant une race dans le Sud, le Congrès a réduit l'autre en esclavage. Washington, Jefferson, Hamilton et leurs associés ne pensèrent jamais au suffrage universel.

Les hommes d'Etat de la révolution et les hommes qui ont formé ce gouvernement n'étaient pas tels que les hommes que nous avons aujourd'hui. Ce n'étaient pas des hommes de sentiment mais des hommes d'Etat. Les hommes qui ont conduit la République pendant et depuis la guerre, quelque honnêtes ou bien intentionnés qu'ils fussent, ont été trop guidés par le sentiment et pas assez par la vraie politique.

Plymouth, 20.—Le vapeur Amérique est maintenant vide à sec. Quand il a été remonté par le Spray, sa cargaison avait été déplacée, et roulait affreusement, mais elle fut bientôt consolidée.

Détails sur le vapeur Amérique.

Londres, 19.—Le capt. Roussan, du vapeur Amérique, dans son rapport officiel relatif au sinistre, dit que le vapeur avait éprouvé une voie d'eau sous le coup de vent du 13 avril. En dépit de tous les efforts l'eau continua à gagner et éteignit tous les feux de la fournaise l'un après l'autre. Le lendemain, quand le danger de couler bas devint éminent, une consultation d'officiers eut lieu et l'abandon immédiat du navire fut décidé.

Rapport du capitaine Roussan.

New-York, 19 avril.—Le correspondant du *N. Y. Herald* lui adresse de Brest le rapport officiel du capitaine Roussan. Il confirme les télégrammes de Paris. La compagnie a refusé de rembourser à leurs devoirs respectifs officiels ; que Kellogg et Antoine, par l'intervention non autorisée et illégale des autorités fédérales, civiles et militaires, se sont emparé de la possession paisible et légale des bureaux du gouverneur et lieutenant-gouverneur est levé de manière qu'ils puissent sans difficulté remplir leurs places ainsi que les hommes qui ont été élus à l'assemblée générale sur la même liste.

M. Boyd, du Maine, dit que c'est le plus important sujet qui ait été soumis jusqu'ici au Sénat des Etats-Unis. Le gouvernement des Etats-Unis s'appuye sur les Etats et sur eux seuls. Ils furent le fondement de tout le système du gouvernement des Etats-Unis. Il n'y a jamais eu un droit de sécession, mais il a toujours pensé que les Etats avaient formé une confédération d'où ils ne pouvaient se retirer à cause de la situation des affaires dans le Sud.

La Louisiane est ici aujourd'hui ; l'Arkansas y sera demain, et dans un temps peu éloigné la Caroline du Sud et d'autres. Les Etats du Sud sous leurs gouvernements actuels tomberont dans une situation quasi-anarchique. En émancipant une race dans le Sud, le Congrès a réduit l'autre en esclavage. Washington, Jefferson, Hamilton et leurs associés ne pensèrent jamais au suffrage universel.

Les hommes d'Etat de la révolution et les hommes qui ont formé ce gouvernement n'étaient pas tels que les hommes que nous avons aujourd'hui. Ce n'étaient pas des hommes de sentiment mais des hommes d'Etat. Les hommes qui ont conduit la République pendant et depuis la guerre, quelque honnêtes ou bien intentionnés qu'ils fussent, ont été trop guidés par le sentiment et pas assez par la vraie politique.

Nombre de communistes de France étaient des hommes de la plus haute intelligence, et les membres de cet Parti étaient généralement honnêtes, mais ils étaient des hommes de sentiment, et non des hommes d'Etat. Robespierre était un homme de ce caractère. Bozy commente longuement les affaires dans le Sud et dit que le Congrès a privé le peuple du Sud de ses droits en donnant aux noirs le droit de suffrage. Kellogg a pris possession du gouvernement de la Louisiane par fraude et la cour créée par lui a décidé en sa faveur.

Il ignore si le président a trouvé le droit de protéger ces gouvernors nés de la fraude. Ce droit ne se trouvait ni dans la constitution ni dans les lois de reconstruction ; ce n'a donc été qu'une usurpation de pouvoir de la part du président et cela a été fait pendant que le Congrès était en session ; bien plus, cela a été fait avec l'approbation de la majorité du peuple des Etats-Unis dans un esprit de parti.

Il oublia que le sort d'un Etat aujourd'hui pouvait être le sort d'un autre Etat demain et que ce serait la destruction du gouvernement dont les jours étaient comptés. La condition du Sud est pire que celle de l'empire romain, car les Romains payens n'étaient pas d'aussi infernaux coquins que les hommes qui gouvernent le Sud aujourd'hui. Ces Etats sont tombés entre les mains de fripons, de voleurs et de fourbes. Il se sent tout fier de la conduite du sénateur du Wisconsin, (Carpenter) qui s'est élevé au-dessus du sentiment de parti et qui a présenté ce bill au Sénat.

En conclusion, Bogy annonce qu'il appuyera le bill cordialement.

Bayard (du Delaware) dit qu'il est traite de voir l'indifférence des sénateurs des deux côtés de la Chambre dans cette discussion. Toute l'histoire du gouvernement de Kellogg et de Pinchback en Louisiane que tout empêchement ou obstacle de la part du gouvernement des Etats-Unis à la prise de possession paisible et légale des bureaux du gouverneur et lieutenant-gouverneur est levé de manière qu'ils puissent sans difficulté remplir leurs places ainsi que les hommes qui ont été élus à l'assemblée générale sur la même liste.

M. Bogy